



Les sociologues ont perdu la tête

Jean Ruffier

► To cite this version:

Jean Ruffier. Les sociologues ont perdu la tête: Rapports de domination et rapports de travail. SociologieS, 2014, Nouveaux rapports de pouvoir et formes actuelles de domination, <http://sociologies.revues.org/4252>. hal-00978633

HAL Id: hal-00978633

<https://hal.science/hal-00978633>

Submitted on 14 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les sociologues ont perdu la tête

Rapports de domination et rapports de travail

Jean Ruffier

Mots-clés : sociologie critique, inégalités, classe dominante, société-monde, État, rapports de domination

Le changement des rapports de travail a été considérable au cours de ces vingt dernières années. Il a été assez bien décrit pour ce qui concerne les salariés, les dominés, les petits artisans, la base. Et cette description ne cesse pas, la mondialisation apportant régulièrement de nouveaux problèmes aux travailleurs de tous pays. Mais le changement concerne aussi les sommets des organisations et là il est vraiment moins analysé. Les sociologues ont perdu la tête. Ils continuent à décrire les aliénations, les dépendances, les écrasements, les désespoirs, ils disent très peu sur qui aliène, qui écrase, qui fait faire, qui pousse au désespoir. Tous les sociologues du travail s'entendent pour dire qu'une révolution a eu lieu au cours des vingt, trente dernières années. Ils caractérisent cette révolution en lui donnant des noms extrêmement variés : la révolution de la flexibilité, de la mondialisation, d'Internet, du numérique, de la réticularisation. Mais ils ne disent pas qui a gagné la bataille. Quand on regarde le temps de travail, les rythmes, le stress, on se dit que celui qui a gagné la bataille est plus fort que celui qui dirigeait hier. On s'était habitués à des capitalistes contraints à faire de plus en plus de concessions en matière de temps de travail, de balance entre rétribution du travail et rétribution du capital, de sécurité d'emploi. Et voilà que tous les analystes s'accordent à dire que le capital rétribue moins le travail, que le rythme du travail, son intensité, sa prise sur les temps de repos se renforcent. Les statuts des travailleurs deviennent moins stables, plus incertains. Oui, le vainqueur de cette révolution encore en marche est plus fort que les capitalistes d'hier. Le prolétariat a perdu nombre de ses acquis, mais qui est son vainqueur ?

Il y a bien sûr des réponses : les analyses relèvent régulièrement une amélioration absolue ou relative de la rémunération du capital. Le capital aurait gagné sur le travail. Mais il s'agit d'abstraction et non d'hommes. Des abstractions qui ont des conséquences concrètes pour la vie des gens. Fonctionnaire français moi-même, sans capital au départ, ni volonté de devenir capitaliste, j'ai été surpris de voir que certaines années, j'avais gagné plus d'argent grâce à la plus-value de ce que je possède, que grâce à mon travail. Étonné, j'ai vu que cette situation n'avait rien d'exceptionnel. On pourrait dire que pendant quelques années, j'ai été plus un rentier capitaliste qu'un prolétaire exploité. Et que dire de ceux qui ont investi dans les bourses ? Combien d'amis chinois ont mis une grande partie de leurs économies dans les bourses ? Pendant quelques années ils ont gagné des

sommes si incroyables que nombre d'entre eux ont arrêté de faire autre chose que boursicoter. Grâce à leurs salaires limités, ils sont devenus de purs capitalistes. Nombre d'entre eux ont reperdu une grande part de leurs gains lorsque la bourse s'est faite moins aimable. Et les voilà redevenus « prolétaires ». Les frontières entre représentants du capital et représentants du travail se sont estompées. La guerre des classes de Karl Marx se serait achevée par des mariages transformant les ennemis de naguère en membres d'une même nation. D'aucuns ont appelé cela la fin des idéologies. Lutter contre l'aliénation n'aurait plus de sens si l'idéologie aliénante venait de nous-mêmes et non de l'ennemi de classe. Alors, beaucoup de sociologues ont déserté la sociologie critique et sont devenus de plus en plus anthropologues, décrivant sans fin des trajets singuliers, montrant les dégâts d'une société, sans pouvoir dénoncer l'ennemi puisque tous nous subissons les effets des actions de tous.

Mais tous ne sont pas égaux. Je me souviens d'une thèse fort discutée au début de ma déjà longue carrière par John Golthorpe, « L'ouvrier de l'abondance ». Dans cette thèse, publiée en anglais dès 1963, la distance entre les classes sociales se réduisait à tel point qu'il devenait de plus en plus difficile de les différencier des cadres (Golthorpe, 1963). Si les distances entre classes sociales se réduisaient, la guerre des classes avait vécu. Chez les économistes, on parlait d'un mouvement similaire entre les pays : c'était la théorie de la convergence. La diffusion des idées, des technologies, l'ouverture des marchés et la circulation internationale des travailleurs aboutiraient à rendre obsolètes les différences entre les pays. Les pauvres allaient s'enrichir puisque le marché allait pousser à profiter de leur travail à bas prix et peu à peu le monde entier se dirigeait vers un monde idéal où tout le monde, quelle que soit son origine géographique ou sociale, aurait les mêmes chances d'arriver aux meilleures places. Bien sûr ces théories ne voyaient pas ce monde idéal arriver très vite, mais ces thuriféraires estimaient que l'on marchait dans une direction égalitaire. Aujourd'hui encore on trouve des adeptes de versions édulcorées de ces théories. Malheureusement, les faits sont têtus. Si les statistiques internationales s'accordent à dire que le monde s'est globalement enrichi, force est de dire que les différences de PIB entre pays ne se sont pas réduites, elles se seraient plutôt accrues. La Chine a réussi à sortir 300 à 400 millions de personnes de la très grande pauvreté au cours des trente dernières années, en les faisant basculer dans le monde industriel, mais la moitié de sa population n'en continue pas moins à relever de l'indigence. Il reste toujours une part importante du monde quasi sans revenus, une grande part du monde dont la vie dépend entièrement des aléas du climat. Depuis quelques années le nombre des très pauvres aurait tendance à augmenter.

Voilà pour le bas du bas, mais ce qui se passe au haut du haut est plus

surprenant, plus novateur et correspond davantage à l'idée d'une domination obscure par des êtres que personne ne connaît : il est apparu une classe de très très riches qui n'existait pas en dehors des rois ou des dictateurs. Il y a maintenant des très très riches qui financièrement pèsent aussi lourds que des États. Cette apparition est récente, trente ans tout au plus et elle pose question sur ce qui fait société. L'État a perdu pied devant d'autres forces sociales : il n'est plus à même de dire qui est autorisé à être riche et jusqu'où il le peut. La Chine, de ce point de vue, reste un des rares pays à tenter de contrôler ses riches. Elle n'y arrive qu'à l'intérieur de son territoire. On voit déjà les flux d'argent noir qui passent entre les filets de son contrôle pour constituer des tas d'or dans les trop connus paradis fiscaux.

C'est un homme sympathique que ce Bill Gates. Il propose aux très très riches de donner leur fortune, comme il promet lui-même de le faire. Un homme intéressant. Comme la plupart des très très riches, il n'est pas né très très riche puisqu'il s'agit d'un phénomène nouveau. Il a employé les méthodes de gestion les plus connues : il a piqué les idées et la valeur ajoutée créée par le travail d'abord de ses copains, puis de ses salariés. Et avec ces idées et ce travail, il a créé un monopole mondial sur un produit de consommation courante. J'écris ce papier et en même temps, j'utilise ce produit monopolistique, c'est-à-dire que j'enrichis Bill Gates tout en luttant intellectuellement contre lui. C'est pourtant un homme que j'admire et pour lequel j'ai de la sympathie. En effet, cet homme ne se satisfait pas d'être devenu très très riche, il veut encore devenir un homme qui laisse une trace dans le monde. Il estime qu'on ne devient pas un grand homme en obligeant les autres à vous donner de l'argent, mais qu'on le devient en transformant le monde, par exemple en luttant contre la maladie et la pauvreté. Et c'est donc son projet : utiliser tout ou partie de sa fortune pour lutter contre la maladie ou la pauvreté. Et il a une idée fascinante. Aujourd'hui, si vous parvenez à réunir les 1000 personnes les plus riches de la planète, vous avez des capacités de mobilisation financière plus grandes que si vous réunissez tous les chefs d'État. Et ces capacités sont plus faciles à mobiliser, car ces très très riches n'ont pas besoin de demander l'aval de parlements, ils n'ont pas besoin de veiller à leur prochaine réélection, ou à se protéger contre une révolution sociale les menaçant. Non, l'argent qu'ils sont susceptibles de mobiliser est à eux, pas à leurs électeurs, pas à leurs pays. Alors, sur le papier, ces très très riches pourraient résoudre rapidement les grands problèmes de notre planète. Ils pourraient le faire plus facilement que les chefs d'État. Et peut-être vont-ils agir. Mais dans quel sens ? Monsieur Bill Gates pense que ces très très riches sont comme lui des très très riches de la première génération, des parvenus en quelque sorte. Ils ont donc à se faire pardonner d'être parvenus, parce qu'on imagine difficilement qu'ils sont arrivés là sans avoir un peu triché avec les lois, sans avoir un peu abusé de la confiance de ceux qui ont travaillé pour eux, ou qui ont placé leur argent

auprès d'eux. Alors peut-être agissent-ils ? L'amélioration de la situation de la majorité des humains pourrait ainsi reposer non sur le progrès social et la démocratie, mais sur la charité des nantis. Il est probablement naïf d'imaginer que démocratie et progrès social sont automatiquement liés, mais j'ai personnellement du mal à imaginer qu'ils soient opposés à ce point.

Quand bien même le progrès social reposerait aujourd'hui dans les mains des très très riches, il est plus que probable que la situation sera différente avec leurs héritiers. La plupart des très très riches de demain, on peut en faire le pari, seront nés très très riches. Ils régneront sur un entourage de quasi-esclaves. Ils ont bien des chances de devenir les maîtres du monde car qui, quoi, leur résistera ? Bill Gates est contre l'héritage, il voudrait que la très grande fortune ne soit pas héréditaire. Mais j'ai bien peur que tous les très très riches ne le suivent pas. L'asymétrie des relations de pouvoir entre individus s'installe et elle s'impose par l'argent. L'État a le monopole de la violence tant qu'il peut se payer l'armée la plus forte. Aujourd'hui une part de plus en plus importante des forces armées qui interviennent dans les conflits armés est privée. Autrement dit, le plus riche gagne la guerre. Le plus riche a le monopole de la violence. Le plus riche est l'État. Il y a encore l'objection que l'État fait la loi. Dans les régimes démocratiques les représentants du peuple votent les lois, lesquelles devraient représenter l'intérêt du plus grand nombre. Cela serait vrai si l'argent ne jouait aucun rôle dans la désignation des candidats aux élections, si l'argent n'avait aucun effet sur les chances de succès électoraux. Et puis le lobbying est devenu une activité légale. Il existe donc des moyens légaux pour que des lois soient imposées par l'argent. Il existe aussi des moyens illégaux pour que des lois soient imposées par l'argent. En fait, la démocratie est vraiment mise en danger par les très très riches.

Les articles de ce dossier de la revue *SociologieS* discutent tous de ce mouvement de relations asymétriques, d'individus pris dans des mouvements, des forces nouvelles qui leur procurent souvent plus de douleurs que d'opportunités. Ces forces obscures de la domination, dont nous ne savons pas bien dire qui tire les ficelles, font du dégât dans les corps et les âmes. Jan Spurk, dans ce même dossier, s'efforce de trouver des voies d'action pour les non très très riches, mais il n'est pas très optimiste sur leur capacité à renverser le cours des choses. La puissance des vainqueurs est considérable : les États mobilisent moins d'argent pour le système éducatif que les entreprises pour la publicité. Déjà donc, plus d'argent est dépensé pour aliéner les esprits, que pour les ouvrir à la pensée libre. Malgré cela, un pauvre peut avoir accès à Internet et faire passer son message dans le monde entier. Cela paraît tenir du conte de fée, mais des contes de fées se réalisent où des voix se font entendre qui n'avaient pas derrière elles les puissances de l'argent. Notre monde est de plus en plus sensible aux débats

d'idées. Les asymétries peuvent se combattre par l'usage des moyens modernes de communication.

Au plan économique, les forces de domination s'imposent directement sans passer par le recours à l'image patronale. Le petit patron explique à ses salariés qu'il ne peut vraiment pas les augmenter, car ce faisant, il perdrait crédit auprès de ses clients et actionnaires et mettrait vite la clé sous la porte. Le travailleur s'explique à lui-même qu'il faut qu'il dégage plus de *cash-flow* pour ses patrons ou ses clients, sinon il deviendra inutile, il n'aura plus d'utilité pour personne et déclinera progressivement financièrement et socialement. L'asymétrie ne laisse pas les petits sans pouvoirs. Jorge Walter (2010) montre comment des petits producteurs peuvent échapper à la domination des grands distributeurs en jouant sur plusieurs chaînes de valeur. Il parle des producteurs d'oranges de sa région d'Amérique du sud. Ces dernières sont surtout consommées par les pays du Nord. Un petit producteur peut tenter de passer un contrat d'exclusivité avec un distributeur qui lui assure un marché. C'est un piège qui le lie à des acteurs beaucoup plus puissants que lui et qui vont de plus en plus lui imposer leur loi. Il semble pourtant que nombre de petits producteurs s'en sortent finalement en jouant sur plusieurs chaînes de valeur, pour ne jamais perdre la maîtrise de ses moyens de production quelle que soit la récolte, quelques soient les prix du marché à Amsterdam ou à New York. Jorge Walter montre que résistent mieux ceux qui gardent la possibilité de choisir toujours entre plusieurs dominants. Bien sûr le client a toujours raison, mais quelques fois le client a vraiment besoin du produit et c'est à ce moment qu'il faut lui vendre. Ceux des producteurs d'oranges qui ont survécu à toutes les crises sont précisément ceux qui vendent eux-mêmes sur le marché municipal à côté de chez eux, acceptent de vendre aux grands distributeurs quand ces derniers font de bons prix et trouvent d'autres formes de débouchés, comme le jus de fruit ou le marché *spot* d'Amsterdam, pour écouler ce qui n'a pas été vendu de manière rentable ailleurs. Notre monde n'est pas un monde où les jeux sont faits, mais encore faut-il trouver des solutions pour ceux qui sont du mauvais côté des relations asymétriques.

Quand beaucoup de syndicalistes voient dans les ouvriers chinois le bas de la classe ouvrière mondiale, celle qui tire les autres ouvriers vers le bas, Li Peilin (2010) décrit une nouvelle classe d'ouvriers-paysans chinois. Il montre qu'ils sont plus inscrits dans la société chinoise, plus moteurs de leur destin.

Les différences entre très très riches et exploités se creusent, alors que les lois du marché laissaient penser que le mouvement inverse allait s'opérer. Il existerait donc quelque chose de plus puissant que les lois du marché et de la concurrence, mais quoi ? Tout se passe comme si on avait abandonné la science pour se fier à la mathématique, cette belle branche de la philosophie. La théorie du marché est une théorie fascinante car elle est une

mathématique et non une observation de la réalité. Pour qu'elle marche, il faudrait que les acteurs aient à peu près les mêmes informations, la même volonté de gagner de l'argent et emploient les mêmes armes pour tenter d'en gagner. C'était présupposer une société qui n'existe pas, plutôt que d'étudier comment les hommes entrent en relation les uns avec les autres. Notre monde est un monde où les acteurs n'emploient pas les mêmes armes, ne s'appliquent pas les mêmes règles, n'ont pas les mêmes buts. Faire science, c'est tenter de décrire cela en s'appuyant sur des observations les plus objectives possibles et cependant en essayant de mettre un peu d'explication, c'est-à-dire d'ordre, dans un monde qui précisément manque d'ordre et de logique. Sans tentative d'expliquer ce qui se passe, l'observation scientifique ne servirait à rien car elle ne donnerait aux citoyens aucune piste d'action pour une transformation de la situation décrite. Le manque de théorie critique actuelle est tragique car il montre notre incapacité à dire quelles sont les forces qui dominent le monde : il renvoie à une incapacité des acteurs à construire un monde qui fasse sens pour eux. La société n'existe plus, si elle a jamais existé, mais elle reste à construire. Pour cela il faut des théories scientifiquement solides qui fassent sens pour les acteurs, des observations scientifiquement solides qui leur permettent de se repérer, en un mot il faut faire de la science.

Faire état de transformations essentielles et nouvelles nous oblige à penser la méthode. Je dirai ici un regret. Je crois que nous passons trop de temps à nous lire, pas assez à nous écouter. Je ne dis pas que la lecture est inutile, elle est essentielle dans notre travail et dans la constitution de notre esprit. Mais l'écrit est ce sur quoi se fondent les *doxa*. Dans le monde scientifique, nous nous efforçons d'écrire des choses solides, qui résistent aux premières critiques, qui montrent notre maîtrise du sujet et notre connaissance de ce qu'ont fait les collègues. En quelque sorte, les scientifiques écrivent ce que les scientifiques attendent qu'ils écrivent. Lorsqu'on se trouve dans un moment où la réalité sociale dépasse les cadres de pensée des scientifiques, ces derniers hésitent à livrer par écrit leurs idées nouvelles, car elles sont précisément nouvelles, c'est-à-dire non établies. Or l'écrit fige la pensée, il oblige à revenir sur ce que pensait l'auteur au moment où il le pensait. Quand arrive quelque chose de nouveau, la communauté scientifique voit bien que les écrits canoniques ne sont plus adaptés, mais c'est le moment même où l'ancien se bat contre le nouveau, le canonique contre le novateur. Par écrit il nous est difficile de faire passer dans la communauté des discours nouveaux. Je dis « nous nous lisons trop », c'est-à-dire nous nous attachons à reproduire, donc à faire moins bien, les textes canoniques. Nous lisons nos collègues pour les juger et nous évaluer par rapport à eux à l'échelle de la *doxa*. Et ce temps que nous y consacrons absorbe trop de notre énergie. Si nous nous écoutons, nous entendons les doutes, nous voyons s'ébaucher les pistes pas encore très étayées, nous voyons trembler les murs de la

sociologie, cette discipline qui ne sait plus si elle a un objet propre, puisque nous ne sommes plus d'accord pour dire que la société existe réellement.

L'histoire des luttes sociales n'est pas terminée, un nouveau chapitre s'ouvre à nous avec, en face des sociologues, l'ennemi suprême, celui qui rendrait la société inutile. Et c'est bien ce que tentent de faire les très très riches quand ils prennent en charge les malheurs du monde : ils dessinent les contours de la société à venir sans entrer en débat avec quiconque. Cet ennemi est loin d'être une abstraction, il n'y a rien de plus concret que des individus dont la richesse dépasse celle des États. De tels individus sont un obstacle à tout projet de société, ils n'ont pas besoin de parlement, pas à craindre de révolution car les gens qu'ils dominent ne savent pas qui les domine. La domination actuelle tient sa force de l'absence de liens permanents entre dominants et dominés : un jour le dominant exploite tels individus de tels pays, un autre jour il exploite tels autres de tel autre pays, dès lors il apparaît inexistant, insaisissable. La domination des très très riches est réelle même si elle n'est pas très visible.

On se rappelle qu'un jour l'intendant Fouchet invita le roi de France, Louis XIV, chez lui. Fouchet en profita pour lui montrer sa richesse et déployer des fastes que le roi lui-même ne pouvait s'offrir. La réponse du roi est connue, Fouchet se retrouva en prison. Le roi Louis XIV est aussi connu pour son sens de l'État. « L'État, c'est moi » disait-il. Et l'État ne doit pas accepter qu'un individu lui fasse ombrage, l'État est un pouvoir constitué au détriment des individus et au profit d'un projet social. Ce pouvoir est entre les mains d'individus qui ont été désignés par leur pairs, ou qui ont réussi à se l'approprier. Nous savons depuis Étienne de La Boétie (1549) que même dans ses formes dictatoriales, le pouvoir d'État repose sur une acceptation tacite de la plupart des citoyens. L'État est projet social en action, il bénéficie parfois d'une légitimité démocratique. Ce projet social est toujours confronté à des contre-projets qui circulent ouvertement ou sous le manteau. Le débat sur le projet social en œuvre et ceux qui pourraient le remplacer est certainement ce qui est le plus constitutif de la société actuelle et en devenir. Le pouvoir des très très riches est un pouvoir qui ne dit pas son nom, ne demande aucune légitimité. Lorsque des très très riches veulent transformer la société, ils substituent ouvertement leur projet de société aux projets portés par les États. Si faire société à un sens pour nous, nous ne pouvons tolérer que des individus se substituent à l'action des États sous prétexte qu'ils auraient acquis plus de puissance d'action que ces derniers. La démocratie n'a d'existence que dans un cadre où l'État reste détenteur de la puissance. Laissons Bill Gates investir sa fortune dans la transformation de la société et nous donnerons raison à Alain Touraine quand il déclare : « la société n'existe plus » (Touraine, 2007).

Bibliographie

La Boétie E., ([1549] 2004), *Le Discours de la servitude volontaire ou le contr'un*, cité par Messu M. (2011), « Explication sociologique et domination sociale. Une épistémologie de la sociologie de la domination », communication au Colloque international « Sociologie des nouveaux rapports de pouvoir et des formes actuelles de domination », Canton, 11 et 12 octobre 2010, Actes des journées, 24 p. et un CD.

Golthorpe J. (1963), *The Affluent Worker: Political Attitudes and Behaviour*, Cambridge, Cambridge University Press.

Li P. & F. Tian (2010), « New Generation Migrant Workers: Economic Status and Social Attitudes », communication au Colloque international « Sociologie des nouveaux rapports de pouvoir et des formes actuelles de domination », Canton, 11 et 12 octobre 2010, Actes des journées, 24 p. et un CD.

Touraine A. (2007), *Penser autrement*, Paris, Éditions Fayard.

Walter J. (2010), « Stratégies multi-canal dans les exportations de *commodities*. Le cas des producteurs d'agrumes du Cône Sud de l'Amérique Latine », communication au Colloque international « Sociologie des nouveaux rapports de pouvoir et des formes actuelles de domination », Canton, 11 et 12 octobre 2010, Actes des journées, 24 p. et un CD.